

CRÉATION D'UN RÉSEAU DE CHALEUR URBAINE DANS LA VILLE DE MANTES LA JOLIE

Réf: ECM_N° 3B047978

MAÎTRE D'OUVRAGE



MAÎTRE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉ

DALKIA



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT	5
1.1- Objet du contrat.....	5
1.2- Description de l'Ouvrage à construire.	5
1.3- Lieux d'exécution.....	5
1.4- Conformité de travaux à la réglementation	5
ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....	5
2.2- Documents généraux :.....	6
ARTICLE 3 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT	6
ARTICLE 4 - SUSPENSION	6
ARTICLE 5 - DISPOSITIONS LÉGALES ET CONTRACTUELLES.....	7
5.1- Sous-traitance	7
5.2- Transmission des documents officiels	7
5.3- Hygiène et sécurité.....	8
ARTICLE 6 - EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	8
6.1- Travaux initiaux	8
6.2- Travaux supplémentaires ou modificatifs et modalité.....	8
ARTICLE 7 - LIAISONS ET COORDINATION.....	9
7.1- Transmission des plans et documents.....	9
7.2- Obligations du Client	9
7.3- Obligations de l'Entrepreneur	9
ARTICLE 8 - EXÉCUTION - RETARD – PÉNALITÉS – INTÉRÊTS MORATOIRES	10
8.1- Période de préparation	10
8.2- Calendriers d'exécution	11
8.3- Délais d'exécution	11
8.4- Pénalités	12
8.5- Défaillance de l'Entrepreneur.....	12
8.6- Retard du Client.....	13
ARTICLE 9 - PRIX	13
9.1- Nature du prix.....	14
9.2- Travaux supplémentaires ou modificatifs	14
9.3- Variation du prix:.....	14
ARTICLE 10 - MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	14
10.1- Etat de situation.....	14
10.2- Facturation	15
10.3- Conditions de Paiement.....	15
10.4- Paiement des sous-traitants	15
ARTICLE 11 - RÉCEPTION.....	15
11.1- Réception des travaux.....	15
11.2- Transfert de garde	16
ARTICLE 12 - GARANTIES DE L'ENTREPRENEUR.....	16

12.1- Garantie à première demande de Bonne Fin	16
12.2- Caution de retenue de garantie	16
ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉS	16
ARTICLE 14 - ASSURANCES	17
14.1- Assurances souscrites par L'Entrepreneur	17
14.2- Assurances souscrites par le Client	18
ARTICLE 15 - GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT ET GARANTIE BIENNALE DES ÉQUIPEMENTS	19
15.1- Engagement de l'Entrepreneur	19
15.2- Prorogation du délai de la Garantie Post-Réception	19
15.3- Travaux à réaliser.....	19
ARTICLE 16 - RÉSILIATION	20
16.1- Résiliation pour faute de l'Entrepreneur	20
16.2- Redressement ou liquidation judiciaire de l'Entrepreneur	21
16.3- Effets de résiliation	21
ARTICLE 17 - REGLEMENT DES CONTESTATIONS	21
ARTICLE 18 - PORTÉE DU CONTRAT	21
ARTICLE 19 - AVENANT	22
ARTICLE 20 - CORRESPONDANCES TECHNIQUES.....	22

Entre les soussignées :

Sté Eco Chaleur du Mantois (ECM)

SAS au capital de 37 000 Euros,
Siège social : Tour Europe 33, Place des Corolles
92400 Inscrite au RCS de Pontoise sous le numéro 887 572 311
COURBEVOIE

Représentée par Madame GALLUCCIO VERONIQUE, agissant en qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désignée par "le Client" ; "le Maître d'ouvrage"

Et

D'une part,

Sté XXX

Société XXX au capital de XXX Euros

Dont le siège social est XXX

Inscrite au RCS de XXX, sous le numéro XXX

Représentée par XXX agissant en qualité de XXX,

Ci-après désignée par "L'Entrepreneur"

D'autre part,

Note :

En cas de groupement momentané d'entreprises:

- **Le groupement est conjoint** lorsque chacun des entrepreneurs membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui lui sont attribuées dans le présent contrat. Le montant et la répartition détaillée des prestations que chaque membre du groupement à exécuter sont précisés dans l'article 9.
- Le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement conjoint dans ses obligations contractuelles à l'égard du Client jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

1.1- Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de confier à l'Entrepreneur les études, l'installation, les essais, ainsi que la pose des tubes acier pré-isolé (DN 50 à DN 100) en vue de la réalisation d'un réseau de chauffage, dans le cadre d'une prestation ferme globale et forfaitaire avec obligation de résultat et dans les délais stipulés au présent contrat, ceux-ci n'étant pas susceptibles d'extension sauf causes légitimes de retard limitativement énumérées au présent contrat.

1.2- Description de l'Ouvrage à construire.

L'Entrepreneur s'oblige envers le Client à réaliser sur le terrain visé ci-dessous, les travaux de **tuyauterie et de génie civil** décrits dans les plans, schémas et descriptifs techniques annexés au présent Contrat et paraphés par les deux parties.

1.3- Lieux d'exécution

Le réseau de chaleur décrit à l'article 1.2 ci-dessus dont la Réalisation fait l'objet des présentes se situe à Mantes-La-Jolie.

1.4- Conformité de travaux à la réglementation

L'Entrepreneur et ses éventuels sous-traitants s'engagent à réaliser les Travaux conformément aux règles de l'art, à la législation et à la réglementation en vigueur à la date de fin des études.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES

2.1- Documents particuliers :

Le présent Contrat et ses annexes valant CCAP au sens de la norme AFNOR P03-001, édition octobre 2017 :

- 1 - Le Cahier des clauses Techniques et Particulières daté et signé
- 2 - Le DPGF complété
- 3 - Le Cahier des clauses Techniques Générales (travaux génie civil) daté et signé
- 4 - Le Cahier des clauses Techniques Générales (Fourniture et pose des canalisations préisolées et des accessoires) daté et signé
- 5 - Calendrier de réalisation du lot
- 6 - Les plans de synthèse des retours de DT (Déclaration de projet de Travaux), plans des tracés et profils en long, et le document DT-CR Marquage Piquetage daté et signé
- 7 - Le PGCSPS
- 8 - Les questions aux soutenances avec les réponses de l'attributaire daté et signé
- 9 - Les Attestations d'assurance de l'Entrepreneur en cours de validité
- 10 - Les plans de principe des purges et vidanges datés et signés
- 11 - Le cahier des charges Autocad daté et signé
- 12 - Les règlements de voirie et d'assainissement
- 13 - Les mémoires techniques des sociétés du groupement
- 14 - Les consignes de sécurité
- 15 - La charte Santé et Sécurité
- 16 - La charte de Développement Durable
- 17 - La charte éthique

En cas de contradiction entre des documents, celui qui porte le numéro le moins élevé prime sur les autres.

Ces annexes, dûment signées par le Client et L'Entrepreneur, sont jointes au présent Contrat et en font partie intégrante.

2.2- Documents généraux :

2.2.1- Les normes en vigueur.

L'installation devra être conforme aux normes applicables au jour de réception de l'installation.

Il sera notamment tenu compte des normes suivantes :

- la norme NF P 03-001 dans sa dernière version au jour de la signature des présentes, valant cahier des clauses administratives générales applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés.

En cas de contradiction entre des documents généraux, celui portant le numéro le moins élevé prime les autres.

Les documents généraux édités et en vente dans le commerce ne sont pas joints au présent Contrat.

Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur confirme avoir contrôlé les documents d'études remis par le Client et fait constater les erreurs ou omissions éventuelles.

2.2.2- En cas de contradiction entre un document général et un document particulier, ce dernier prévaut. La réglementation en vigueur prévaut sur toute autre pièce.

2.2.3- Il est expressément stipulé que les conditions générales d'intervention, de vente ou de travaux, ou tous autres documents similaires, édictés ou habituellement utilisés par L'Entrepreneur, ne sont pas applicables au présent Contrat

ARTICLE 3 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT

Le présent Contrat entre en vigueur à compter de sa signature.

ARTICLE 4 - SUSPENSION

L'Entrepreneur ne sera autorisé à suspendre la Réalisation de l'opération qu'en cas de demande écrite de suspension émanant du Client, et notamment en cas de non obtention de l'une des autorisations ou permis nécessaires à la réalisation des travaux.

Dans ce cas, l'Entrepreneur pourra demander au Client le paiement des travaux déjà réalisés à la date de notification de la suspension par le Client et non encore réglés, selon un échéancier à convenir entre les Parties.

Si, trente (30) jours après la demande de suspension des travaux du Client, le Client n'a toujours pas notifié L'Entrepreneur de reprendre les travaux, le Client prendra en charge la totalité des dépenses de sauvegarde et d'entretien du Chantier raisonnablement encourues du fait de la suspension des Travaux à compter de la date de notification de la suspension par le Client et assumera la garde et les risques liés au chantier à l'issue d'un état des lieux et des biens dressé contradictoirement entre les parties.

Dès réception d'une demande de suspension du Client conformément aux stipulations ci-dessus, L'Entrepreneur devra prendre immédiatement toutes dispositions pour suspendre les Travaux dans les plus brefs délais après avoir pris les mesures conservatoires nécessaires.

Pendant trente (30) jours à compter de la demande de suspension des Travaux, L'Entrepreneur conservera la garde et les risques liés au Chantier et devra assurer la protection et la sécurité des éléments déjà réalisés et de tous les matériaux, éléments, équipements ou fournitures destinés à être intégrés ou non dans le réseau, contre toute détérioration, toute perte ou tout dommage.

En cas de reprise des Travaux avant l'expiration du délai de 30 jours visé ci-dessus, les Parties procéderont ensemble à l'examen des Travaux, matériaux, équipements et/ou fournitures affectés par la suspension des Travaux. L'Entrepreneur fera son affaire de toute détérioration, de tout défaut ou de toute perte des Travaux, matériaux, équipements ou fournitures, destinés ou non à être intégrés au réseau, qui seraient intervenus pendant la suspension.

Si la suspension des Travaux dure plus de neuf (9) mois et qu'à l'expiration de cette période il n'apparaît pas possible de reprendre les Travaux, les Parties pourront, sans que les options ci-après soient exclusives l'une de l'autre :

- (i) convenir de modifications à apporter au Contrat pour tenir compte de la nouvelle situation ;
- (ii) résilier le Contrat.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS LÉGALES ET CONTRACTUELLES

5.1- Sous-traitance

L'Entrepreneur peut sous-traiter les prestations qui lui sont confiées aux termes des présentes dans les conditions des articles 7.3.2 et 7.3.11. Il est responsable de tout acte et travaux réalisés par son ou l'un de ses sous-traitants vis-à-vis du Client.

5.2- Transmission des documents officiels

5.2.1-L'Entrepreneur devra être titulaire des qualifications professionnelles propres à sa profession, correspondant à la réalisation de l'opération et s'engage à ne faire appel qu'à des sous-traitants, fournisseurs, fabricants, répondant à cette obligation.

5.2.2-L'Entrepreneur et ses éventuels sous-traitants doivent justifier de leurs activités par la fourniture des documents suivants :

1° - Copie de sa carte d'identification justifiant de son inscription au répertoire des métiers ou extrait de son inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait K ou Kbis).

2° - Copie de l'attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'URSSAF, datant de moins d'un an.

3° - Certificat de qualification professionnelle QUALIBAT et/ou QUALIFELEC ou références équivalentes.

4° Copie des avis techniques acceptés par l'Association française des Assureurs Constructions (AFAC) lorsque les ouvrages et procédés de mise en œuvre en font l'objet.

5° Copie des attestations d'assurances telles que prévues à l'article 14 des présentes. Lesdites attestations d'assurances décennales spécifiques au chantier doivent détailler la destination de l'ouvrage, sa valeur ou en tant que de besoin, la valeur du lot réalisé par L'Entrepreneur, le détail des garanties de la police et la conformité des activités assurées avec celles réalisées sur le chantier.

L'Entrepreneur devra fournir, à la date de signature et tous les six mois :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au sous-traitant et datant de moins de six mois

- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires

- Un extrait Kbis ou tout document comportant les mentions nécessaires (nom adresse numéro RCS) / récépissé du dépôt de déclaration pour les entreprises en cours d'inscription

- Une attestation sur l'honneur établie par ce sous-traitant, à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L320, L143-3 et R143-2 du code du travail.

- liste nominative des salariés étrangers employés par l'entreprise précisant pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

5.3- Hygiène et sécurité

5.3.1-Le Client nomme un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

5.3.2-L'Entrepreneur et ses sous traitants fourniront au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé désigné tous les documents et plans demandés par ce dernier.

5.3.3-L'Entrepreneur édicte et met en œuvre les principes généraux de prévention et les mesures particulières d'hygiène et de sécurité correspondant aux travaux faisant l'objet du Contrat et assure la coordination entre ces mesures et celles à la charge de chaque sous traitant selon l'alinéa suivant.

5.3.4-L'Entrepreneur est responsable de l'application des mesures légales et réglementaires d'hygiène et de sécurité relatives à son activité. En conséquence, il conçoit et met en œuvre toutes les mesures et tous les moyens lui permettant de répondre à cette obligation et il rédige le cas échéant, conformément à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Il s'engage par ailleurs à se conformer aux mesures prises pour la police et l'organisation générale du chantier et en particulier aux règles communes prescrites par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Chaque sous-traitant, dans la mesure où il est concerné, doit participer au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail lorsque cette instance existe sur le chantier.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION DES TRAVAUX

6.1- Travaux initiaux

6.1.1- Descriptif des travaux initiaux

Les prestations à la charge de l'Entrepreneur sont décrites dans les spécifications techniques jointes en annexe.

6.1.2-L'Entrepreneur assume toutes les charges occasionnées par les travaux sous-traités, notamment : recrutement de la main d'œuvre, versement des salaires et des charges y afférentes, établissement des plans d'exécution et notes de calcul, la fourniture, le transport, la livraison et la mise en œuvre des matériaux et matériels, paiement des taxes, impôts, primes d'assurances ..., la présente énumération n'étant pas limitative

6.2- Travaux supplémentaires ou modificatifs et modalité

6.2.1-L'Entrepreneur déclare accepter l'exécution des travaux supplémentaires ou modificatifs. Pour chacun de ces travaux, il présentera un devis qui devra être validé par le Client avant exécution.

L'Entrepreneur ne pourra s'opposer à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs requis par le Client que pour des motifs liés à son absence de compétence ou à une impossibilité technique ou administrative dont il aura la charge de rapporter la preuve.

Les travaux supplémentaires ou modificatifs feront l'objet d'un avenant au présent Contrat et d'un bon de commande correspondant au devis validé par le Client.

6.2.2- Travaux « imprévisibles »

Des travaux sont dits de nature « imprévisibles » lorsqu'ils sont dus à des éléments totalement inconnus au projet entraînant des modifications significatives du projet. Tous les éléments qui peuvent être prévus ne sont pas pris en compte dans les imprévisibles.

Les travaux « imprévisibles » feront l'objet d'une demande écrite de l'Entrepreneur, d'un accord écrit du Client sur les prestations et le montant associé et de l'établissement d'un avenant au présent Contrat.

ARTICLE 7 - LIAISONS ET COORDINATION

7.1- Transmission des plans et documents

À défaut de transmission par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'un des moyens de preuve suivants sera admis par les parties sauf dispositions légales contraires:

- Remise contre reçu
- Mail

7.2- Obligations du Client

7.2.1-Le Client s'engage à fournir à l'Entrepreneur dans des délais compatibles avec le planning, les plans et documents nécessaires à l'exécution des prestations de l'Entrepreneur.

7.2.2-Le Client réalise conformément à la réglementation en vigueur les déclarations de travaux (DT) nécessaires et fournit à l'Entrepreneur les plans de synthèse des retours de DT intégrant, si nécessaire, les résultats d'investigations complémentaires effectuées sur certaines zones du réseau.

7.2.3-Le Client établit en accord avec L'Entrepreneur un calendrier prévisionnel des travaux à l'aide des éléments fournis par ce dernier, en conformité avec le délai global d'exécution du Contrat donné à l'article 8.3.

7.3- Obligations de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur doit mener à bonne fin l'exécution de ses travaux et, à cet effet, il doit :

7.3.1-remettre au Client les pièces suivantes :

À la signature du Contrat:

Attestations d'assurances

Au plus tard, 2 mois après la date de Réception des travaux, avec ou sans réserve :

Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) tel que défini dans le CCTP et intégrant notamment les plans de récolement. Suite à la remise des commentaires du client par voie électronique, la mise à jour des DOE vers l'état suivant (préliminaire ou final suivant nature des commentaires Client) doit s'effectuer sous quinze jours.

Dans le cas où postérieurement à la remise de ces documents, L'Entrepreneur apporterait des modifications ou des compléments qui auraient pu être prévu au sens de l'article 6.2.2 à ces documents engendrant des suppléments de prix sur les lots de travaux périphériques, L'Entrepreneur aura à prendre à sa charge ces suppléments de prix.

7.3.2-L'Entrepreneur est tenu de déclarer et désigner ses sous traitants au Client.

Tout sous-traitant de l'Entrepreneur intervenant sur le Chantier devra être préalablement agréé par le Client et ses conditions de paiement acceptées.

- 7.3.3-Faire toutes les observations qui lui apparaissent opportunes au regard des règles de son art et de ceux de ses sous traitants sur les études de conception ou d'exécution qui lui sont communiquées ; rendre compte de toute sujétion intéressant l'organisation du chantier et l'exécution des travaux ;
- 7.3.4-Aviser immédiatement par écrit le Client des observations ou réclamations qui lui seraient directement adressées et s'interdire d'exécuter tout ordre qui lui serait donné directement par tout autre intervenant que le Client;
- 7.3.5-A peine de forclusion, signaler par écrit au Client et ou au Maître d'ouvrage délégué dans un délai maximum de 10 jours calendaires à compter de leur constatation par L'Entrepreneur tous les faits qui peuvent justifier une demande ou une réclamation
- 7.3.6-Déléguer un représentant habilité à prendre toutes dispositions relatives à la marche des travaux, aux réunions de coordination des travaux qui réunissent ses sous traitants concernés, et, sur demande du Client, aux rendez-vous de chantier qui réunissent le Client et d'autres intervenants concernés ;
- 7.3.7-Faire diligence aux contrôles rendus nécessaires pour la bonne exécution des travaux ;
- 7.3.8-A la demande du Client, l'assister pour des réclamations de tiers ou intervenants extérieurs concernés par les travaux;
- 7.3.9-Fournir à la réception le dossier de récolement des ouvrages accompagné des notices techniques de fonctionnement et de l'ensemble du dossier Entrepreneur permettant d'avoir une parfaite connaissance du réseau.
- 7.3.10-L'Entrepreneur s'engage à transmettre à chacun de ses sous-traitants dès leur rédaction les comptes rendus de coordination et ceux des rendez-vous de chantier qui le concernent.

Les dispositions consignées dans les comptes rendus de coordination s'imposent à l'Entrepreneur et à ses éventuels sous-traitants sauf contestation dans les 7 (sept) jours ouvrables de leur réception par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'Entrepreneur peut contester les comptes-rendus de réunions de chantier dans un délai de 7 (sept) jours ouvrables suivant leur réception :

- ☐ Par réserves inscrites au compte-rendu de chantier
- ☐ Par tout autre moyen précisé à l'article 7.1

7.3.11-L'Entrepreneur ne peut céder, faire apport ou sous-traiter tout ou partie des travaux faisant l'objet du présent Contrat, sans l'autorisation préalable et écrite du Client

ARTICLE 8 - EXÉCUTION - RETARD - PÉNALITÉS - INTÉRÊTS MORATOIRES

8.1- Période de préparation

La période de préparation a pour objet de permettre le démarrage des travaux, notamment

- l'exécution d'études et remise des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires au début des travaux,
- l'établissement d'un calendrier détaillé des travaux,
- l'établissement du PPSPS après inspection commune organisée par le Coordinateur SPS,
- les approvisionnements, installations et mises en place des matériels,
- la définition des mesures, installations et dispositifs de protection, d'hygiène et de sécurité sur le chantier.
- les demandes d'autorisation et les dispositions préliminaires, nécessaires au démarrage et à la réalisation du chantier

8.1.1-Implantation des ouvrages et gestion des Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT)

- Avant tout commencement des travaux, il sera prévu un piquetage d'ensemble au cours duquel le tracé des axes et la délimitation de l'emprise des travaux seront réalisés en présence du Maître d'ouvrage délégué et aux frais de l'Entrepreneur.
- Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés :

Les DICT sont réalisés par l'Entrepreneur. Ainsi, il appartient à ce dernier de demander à tous les concessionnaires les plans et renseignements sur la position des ouvrages enterrés.

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après le piquetage général, par l'Entrepreneur et constaté par les représentants qualifiés gestionnaires des réseaux enterrés en présence du Maître d'ouvrage délégué. Il sera réalisé conformément aux prescriptions de la norme NF S 70-003-1.

Si les Parties devaient constater des écarts importants entre les récépissés de DICT et les éléments fournis par le Client issus des DT, elles se rencontreront pour évaluer l'impact de ces écarts sur l'exécution du présent contrat.

L'Entrepreneur est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

Tous les sondages que l'Entrepreneur juge nécessaire, en sus des éléments mis à sa disposition par le Client et ou le Maître d'ouvrage délégué, sont réputés inclus dans le montant du présent contrat.

8.2- Calendriers d'exécution

Les travaux faisant l'objet du présent Contrat doivent être exécutés dans le ou les délais fixés par le présent Contrat tels que mentionnés à l'article 8-3.

L'Entrepreneur prendra tous les moyens nécessaires pour respecter les échéances (moyens humains, travail le samedi, en poste si requis)

8.3- Délais d'exécution

L'exécution des travaux faisant l'objet du présent contrat respectera le planning d'exécution à joindre en tant qu'annexe 5 et en particulier les délais d'exécution suivants qui sont imposés :

- L'ensemble des Travaux seront achevés au plus tard :
Fin des travaux de Tuyauterie y compris raccordement sur l'existant ayant nécessité des coupures : 21/08/2026
Fin des réfections : 04/09/2026

Le ou les délais ne sont prolongés que dans les cas suivants :

- retards imputables au Maître d'Ouvrage délégué,
- interruption pour cas de force majeure.
- travaux supplémentaires selon l'article 6.2.2, si ceux-ci ont un impact sur le délai et que cet impact a été validé par le Maître d'Ouvrage délégué
- interruption des travaux adjacents dans les conditions prévues par l'article 8.3 ci-dessous.

L'Entrepreneur doit, sous peine de forclusion signalé au Maître d'Ouvrage délégué, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de dix jours calendaires à dater du premier jour de leur manifestation, les faits susceptibles de donner lieu à prolongation de délai. Une décision de prolongation sera alors notifiée par le Maître d'Ouvrage délégué.

8.3 Interruption des travaux adjacents en cas d'ouvrages non signalés sur les récépissés des DT et/ou DICT ou en cas de différence notable entre l'état du sous-sol constaté et les informations portées à la connaissance de l'Entrepreneur, susceptibles dans les deux cas, d'être sensibles pour la sécurité :

Les travaux adjacents sont interrompus par l'Entrepreneur si des ouvrages non signalés sur les récépissés des DT et/ou DICT et sensibles pour la sécurité sont découverts après la signature du présent Contrat ; ou en cas de différence notable entre l'état du sous-sol constaté, au cours des travaux, et les informations portées à la connaissance de l'Entrepreneur et si ces ouvrages sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité des personnes lié à un risque d'endommagement.

L'Entrepreneur a l'obligation d'informer par écrit le Maître d'ouvrage délégué si des ouvrages, non signalés sur les récépissés des DT et/ou DICT, sont découverts après la signature du présent Contrat.

Un constat contradictoire est alors établi entre les Parties. Selon le cas, le Maître d'ouvrage délégué établit, par écrit, un ordre de poursuite des travaux adjacents ou un ordre d'interruption des travaux adjacents puis détermine les conditions de reprise de ces derniers.

En cas d'interruption d'une partie des travaux, le Maître d'ouvrage délégué demande à l'Entrepreneur, dans la mesure du possible, d'utiliser ses moyens (matériels, humains, ...) sur une autre partie du chantier en priorité. La durée de l'interruption des travaux prise en compte pour déterminer la prolongation des délais contractuels, sous réserve de validation par le Maître d'ouvrage délégué, est calculée depuis la date du fait générateur mentionnée dans le constat contradictoire jusqu'à la date d'effet de l'ordre de service de reprise des travaux par le Maître d'ouvrage délégué.

Sur la base de cette durée, l'Entrepreneur peut, par ailleurs, en cas de préjudice résultant directement de l'interruption des travaux, établir un mémoire justificatif relatif à l'indemnisation de cette interruption qui devra nécessairement être accompagné de tous les justificatifs et des constats contradictoires. Cette indemnité peut être calculée sur la base des prix figurant dans le sous-détail des prix unitaires ou dans la décomposition des prix forfaitaires ou dans les éléments de marché comme le mémoire technique ou le justificatif de l'offre. Le chantier sera maintenu en sécurité pendant toute la durée de l'interruption de travaux.

8.4- Pénalités

8.4.1- Retard sur le délai global d'exécution :

En cas de non-respect du délai global d'exécution des travaux, sauf conditions exonératoires limitativement énumérées ci-dessus, l'Entrepreneur sera redevable au Maître d'Ouvrage délégué, d'une pénalité égale à 1/300ème du prix global et forfaitaire du Contrat fixé à l'article 9.1 par jour de retard à partir de la date du **18/09/2026**.

Les pénalités sont applicables de plein droit dès le premier jour de retard constaté, sans mise en demeure de la part du Maître d'Ouvrage.

8.4.2- Pénalités diverses

Il peut être fait application des pénalités suivantes par le Maître d'Ouvrage ou son représentant :

- En cas de manquement aux règles de sécurité sur le chantier et en cas de non port des EPI, une pénalité de 500 € HT par constat individuel sera appliquée
- En cas de retard à une réunion de chantier ou de coordination, une pénalité de 100 € HT par constat individuel sera appliquée
- En cas d'absence à une réunion de chantier ou de coordination, une pénalité de 200 € HT par constat individuel sera appliquée
- La non levée des réserves dans les délais prévus par le calendrier de levée de réserves joint au PV de réception fera l'objet d'une pénalité de 500 € HT / jour calendaire et par réserve

Les pénalités sont applicables de plein droit dès le premier jour de retard constaté, sans mise en demeure de la part du Maître d'Ouvrage.

8.4.3- Non remise des documents

Le non-respect des délais de remise de document tel que défini au § 7.3.1 (1^{ère} remise ou mise à jour documentaire suite remarques Maître d'Ouvrage délégué) donne lieu à l'application de 500 € HT/jour calendaire de retard de pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit dès le premier jour de retard constaté, sans mise en demeure de la part du Maître d'Ouvrage.

8.4.4- Plafond global des pénalités :

Le montant total des pénalités, qui ne sont pas libératoires, est plafonné à 15 % du montant du contrat.

8.4.5- Le Maître d'Ouvrage délégué avise L'Entrepreneur par tout moyen dès que celui-ci dépasse les délais contractuels.

8.5- Défaillance de l'Entrepreneur

8.5.1- Concertation

Si au cours des travaux, il apparaît que le calendrier d'exécution n'est pas respecté du fait de l'Entrepreneur, le Client doit convoquer L'Entrepreneur pour examiner avec lui les mesures à prendre. Les mesures convenues sont notifiées à l'Entrepreneur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

8.5.2- Mesures définitives

Si L'Entrepreneur ne défère pas à la convocation prévue au 8-5.1, ou si, quinze jours après la date de présentation de l'avis de réception également visé au 8-5.1, L'Entrepreneur n'a pas donné bonne suite aux décisions le concernant, le Client peut user de la faculté de résiliation prévue à l'article 16-1 ci-après.

8.6- Retard du Client

8.6.1-Un retard d'ordre ou d'élément nécessaire à l'exécution des travaux de la part du Client donne à l'Entrepreneur droit à la modification de son calendrier d'exécution détaillé, s'il est affecté par ce retard.

8.6.2-En cas de retard de paiement, après validation de la facture par le Client, L'Entrepreneur a droit à des intérêts de retard sur les sommes lui restant dues à trois fois le taux d'intérêt légal.

Ces intérêts courent après la date d'exigibilité du paiement.

ARTICLE 9 - PRIX

9.1- Nature du prix

L'Entrepreneur s'engage à exécuter toutes les missions confiées au titre du présent Contrat pour la somme ferme, globale et forfaitaire : **XXX € HT (XXX euros hors taxes)** .

Les Prix sont établis hors TVA : la TVA est facturée en sus. Le taux applicable à la date de signature du présent Contrat est de : 20%.

Le prix ferme, global et forfaitaire comprend sans exception, tous les ouvrages utiles à la parfaite et complète exécution des Travaux et conformes aux stipulations réglementaires sur le prix convenu et tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement.

L'Entrepreneur est réputé avoir parfaite connaissance des contraintes de réalisation sur les lieux d'exécution, tant sur le plan administratif (occupation des voies, réseaux existants,...) que sur le plan technique (mobilité du chantier, interventions ponctuelles, sujétions liées aux autres réseaux).

Il déclare notamment avoir pris en compte dans son prix global et forfaitaire :

- toutes les sujétions inhérentes à la bonne réalisation des Travaux ;
- le site et ses abords, ainsi que des conditions d'accès et de dessertes en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des Travaux ;
- les conditions du montage sur le Chantier
- toutes les difficultés inhérentes aux moyens de communication, aux ressources de main d'œuvre,... ;
- les frais d'assurance résultant de l'article 14 ;
- les frais d'essais divers prévus à l'article 11 ;

9.2- Travaux supplémentaires ou modificatifs

Dès la prise d'effet d'un avenant signé par le Client actant de ces travaux supplémentaires ou modificatifs, ils sont à la charge du Client.

Ces travaux sont réglés par le Client après vérification des volumes et quantités réalisés, sur la base des prix unitaires du Bordereau de Prix Unitaires des prestations hors Contrat, annexé au présent Contrat.

La détermination des quantités de matériaux et fournitures utilisées durant ces travaux est réalisée contradictoirement entre L'Entrepreneur et le Client.

Il est à la charge de L'Entrepreneur de produire tous les justificatifs attestant des quantités de matériaux ou de fournitures utilisés lors de ces travaux.

Les avenants auront le même cadre contractuel que le contrat.

9.3- Variation du prix:

Le prix du présent Contrat est ferme, non actualisable et non révisable.

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

10.1- Etat de situation

Un état de situation mensuel, reflétant l'avancement des travaux, sera remis par L'Entrepreneur au Client au plus tard le 25 de chaque mois en 3 exemplaires.

Cet état comprend les ouvrages exécutés pendant la période considérée ainsi que toutes pièces justificatives (commandes équipements principaux, bordereaux d'envoi plans et documents, bordereaux de livraison, photos, procès-verbaux...)

Le Client s'engage à revêtir de son acceptation, après vérification dans les 15 jours calendaires de leur réception, les pièces que doit produire L'Entrepreneur à l'appui de sa demande de paiement.

La situation sera payée par le Client après vérification et modifications éventuelles, par un règlement au nom de l'Entrepreneur et adressé à celui-ci.

En cas de rejet ou de modification des pièces ci-dessus, le Client est tenu d'en faire connaître les motifs à l'Entrepreneur. Copie de la demande de paiement corrigée sera alors adressée à l'Entrepreneur.

10.2- Facturation

La facturation sera réalisée suivant l'échéancier proposé ci-après :

- 10% à la signature du contrat,
- 5% à la Validation des plans de réalisation
- 70% sur situation mensuelle suivant avancement des travaux
- 5% à la remise des Procès-Verbaux d'épreuve délivrés par l'organisme délégué
- 5% à la Réception, contre remise de la Caution de retenue de garantie mentionnée à l'article 12-2 ci-après.
- 5% à la réception du DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés)

Les factures seront établies par L'Entrepreneur en trois exemplaires sans frais. Elles sont libellées à l'ordre et adresse mentionnée sur les bons de commande.

Les factures mentionneront obligatoirement le numéro de bon de commande et le code comptable de l'Entrepreneur tel qu'attribué par le Client.

Les factures intermédiaires devront être accompagnées de l'état de situation mensuel des travaux établi par L'Entrepreneur et validé par le représentant accrédité du Client.

10.3- Conditions de Paiement

Le règlement est effectué par le Client par virement sur le compte de l'Entrepreneur par virement bancaire 45 jours fin de mois après réception de la facture.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu de plein droit, au-delà des délais fixés ci-dessus, au paiement d'intérêt de retard calculé au taux égal à trois fois le taux d'intérêt légal.

10.4- Paiement des sous-traitants

Dans le cas où le sous-traitant renoncerait au paiement direct, l'Entrepreneur devra lui fournir une caution personnelle et solidaire obtenue d'un établissement bancaire et en donner un justificatif au Client.

ARTICLE 11 - RÉCEPTION

11.1- Réception des travaux

Le Client ne prononcera la réception des travaux que si les Travaux sont entièrement achevés, à savoir :

- (i) le réseau est exactement conforme aux stipulations du Contrat, aux permis, licences et autorisations requis par les Lois et Usages.
- (ii) le réseau est conforme à sa destination telle que définie dans le Contrat ;
- (iii) le réseau est en parfait état d'utilisation et de propreté
- (iv) L'Entrepreneur a remis au Client lors de la visite de Réception, une attestation provenant de ses compagnies d'assurance relatives aux polices mises à sa charge aux termes de l'Article 14 des présentes;
- (v) le dossier de fin d'affaires a été remis au Client avec des documents répondant aux critères suivants :

- tous les documents requis devront être complets, indélébiles, établis lisiblement et en français, y compris les documents relatifs à des matériels étrangers ;
- les plans et dessins devront être dressés à une échelle suffisante pour être parfaitement compris et devront porter toutes indications utiles pour permettre une identification rapide et sûre de l'objet qu'ils désignent ;
- les manuels d'exploitation et d'entretien devront comporter des détails suffisants pour que le Client puisse utiliser, entretenir, démonter, remonter, ajuster et réparer les matériels et équipements du réseau.
- les documents sont fournis sous format informatique (5 CD) et 5 exemplaires papiers

(vi) Les Procès verbaux d'épreuve établis par l'organisme délégué ont été remis au Maître d'Ouvrage

La constatation de l'achèvement n'emporte par elle-même ni reconnaissance de la conformité aux prévisions du Contrat ni renonciation aux droits du Client d'exiger cette conformité.

Par lettre recommandée avec avis de réception postal, L'Entrepreneur invitera le Client à constater la réalité de cet achèvement à jour et heures fixes. Audit jour, il sera procédé contradictoirement à cette constatation et à l'établissement d'un procès-verbal de Réception.

Le Client aura la faculté d'insérer audit procès-verbal les réserves qu'il estimera utile de formuler quant aux défauts de conformité avec les exigences légales, réglementaires et contractuelles. Un délai, inscrit au procès-verbal, est fixé par le Client pour permettre à l'Entrepreneur de lever les réserves.

Les réserves du Client ne se substituent pas aux éventuelles réserves des organismes de contrôle.

Les réserves du Client seront acceptées ou contredites par L'Entrepreneur.

Dans tous les cas, le Maître d'Ouvrage conserve la possibilité de former un recours et d'exercer une action contre l'Entrepreneur.

11.2- Transfert de garde

L'Entrepreneur ne pourra pas être déchargé de la garde des ouvrages antérieurement à la Réception. Ainsi, l'Entrepreneur aura la garde du réseau ainsi que des matériels, équipements, machines et fournitures nécessaires à la réalisation des Travaux, qu'ils soient destinés à être intégrés ou non au réseau, jusqu'à la Date de Réception. Au cas où le réseau ou l'un des éléments, matériaux, équipements ou fournitures destinés à y être intégrés ou nécessaires à la réalisation des Travaux subiraient des pertes ou dommages, pour quelque raison que ce soit, y compris en cas de Force Majeure, l'Entrepreneur sera tenu en sa qualité de gardien jusqu'à la Réception du réseau par le Client, de rectifier, à ses propres frais, ces pertes et dommages de façon à ce que le réseau soit achevée conformément à sa destination et aux stipulations du Contrat.

ARTICLE 12 - GARANTIES DE L'ENTREPRENEUR

12.1- Garantie à première demande de Bonne Fin

Sans Objet

12.2- Caution de retenue de garantie

L'Entrepreneur fournira à la réception une Caution personnelle et solidaire d'un montant égal à 10% du prix du contrat émanant d'un établissement financier figurant sur une liste fixée par décret.

Cette Caution sera libérée un an après la réception.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉS

13.1-Dès la signature du présent Contrat et au plus tard à la date d'ouverture du chantier, L'Entrepreneur est responsable de tous dommages matériels, immatériels, corporels résultant de ses actes, des personnes dont elle doit répondre (y compris ses sous-traitants, fournisseurs et fabricants), et des biens dont elle a la garde, que ces dommages surviennent en cours d'étude, durant les travaux ou après achèvement de ceux-ci. Elle garantit le Client contre tous recours et actions exercés contre ce dernier de ce chef, et ce aussi longtemps que la responsabilité du Client peut être recherchée.

13.2-L'Entrepreneur doit assumer tous remplacements et réparations indépendamment de toutes assurances, quitte à exercer les recours qu'il juge utiles afin d'obtenir éventuellement réparation. Toutefois, en cas de constat d'achèvement des ouvrages sous-traités avant la Réception du Client, la garde des ouvrages exécutés par L'Entrepreneur ou ses sous traitants ne peut être mise à la charge du Client comme indiqué à l'article 11.2 ci-dessus.

L'Entrepreneur assumera pleinement les conséquences des dégradations matérielles qu'il aura causées et prendra toutes les dispositions pour y remédier. A défaut, le Client se réserve le droit de réaliser les travaux et d'en repercuter le coût à l'Entrepreneur.

13.3-Durant la période de garantie dite de parfait achèvement de 1 (an) à partir de la Réception, L'Entrepreneur est tenu de procéder à la réparation des désordres visés à l'article 1792-6 du code civil, dans les conditions et modalités stipulées audit article

13.4-Indépendamment des obligations visées ci-dessus, L'Entrepreneur est tenu de garantir le Client pour ses travaux contre tous recours et actions exercés contre ce dernier en vertu des articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 2270 du code civil.

ARTICLE 14 - ASSURANCES

14.1- Assurances souscrites par L'Entrepreneur

L'Entrepreneur et ses sous traitants s'engagent à souscrire et à maintenir en vigueur des contrats d'assurances conformes à leurs engagements et à leurs responsabilités.

Dans le cas de travaux excédant les qualifications de l'Entrepreneur, celui-ci devra présenter une extension des garanties de son contrat d'assurances de Responsabilité Civile et Responsabilité Décennale.

L'Entrepreneur s'engage donc à joindre en annexe au présent contrat une attestation d'assurance Responsabilité Civile et Responsabilité Décennale émanant de la compagnie d'assurances mentionnant au minimum :

- . le nom et l'adresse de la Compagnie d'assurances
- . le numéro, type et date d'effet du contrat
- . le détail des garanties accordées et leur montant
- . les différentes franchises prévues dans le contrat
- . les qualifications, activités, nature des travaux garantis
- . la conformité des garanties souscrites avec les textes visés ci-dessous ou l'ouvrage réalisé

Aucun règlement ne sera effectué par le Client si L'Entrepreneur ne produit ces justifications. L'Entrepreneur s'assure que ses sous traitants aient bien souscrit les contrats d'assurances conformes à leurs engagements et à leurs responsabilités. En toute hypothèse, l'Entrepreneur sera responsable du fait de ses sous traitants.

14.1.1- Assurances Responsabilité civile

L'Entrepreneur devra justifier d'une police " Responsabilité Civile " qui a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures, corporels, matériels, immatériels (consécutifs ou non), causés aux tiers, au Client, engageant notamment la responsabilité du fait des personnes dont il doit répondre et des biens dont il a la garde.

Cette police devra couvrir les conséquences pécuniaires découlant des articles 1240 et 1242 du Code Civil tant pendant les travaux qu'après Réception et ce aussi longtemps que la responsabilité de l'Entrepreneur pourra être recherchée, les conséquences pécuniaires engageant les responsabilités professionnelles et / ou contractuelles non visées au paragraphe 14.1.2 ci-après.

Ces garanties devront être étendues, le cas échéant, aux dommages causés aux parties anciennes de la construction, sur, contre, sous ou dans lesquelles sont exécutés les travaux ainsi qu'aux biens mobiliers s'y trouvant notamment par incendie, accident, bris de machines, explosion, dégâts de tous liquides, vol.

L'Entrepreneur devra justifier depuis la signature du Contrat jusqu'à la date d'expiration de la garantie de parfait achèvement, qu'il est titulaire d'un contrat d'assurances garantissant sa responsabilité civile (y compris du fait des sous-traitants directs ou indirects) et couvrant les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés aux tiers et au Client, du fait des études et de la réalisation des Travaux à concurrence d'un montant minimum de 10.000.000 € (dix millions d'Euros) par année d'assurance, tous dommages confondus.

Les montants indiqués ci-dessus ne constituent en aucune façon un plafonnement des responsabilités.

14.1.2- Assurances de Responsabilité décennale

Applicable aux travaux de "CONSTRUCTION" au sens de l'article L241-1 du Code des Assurances

Concernant les travaux de « CONSTRUCTION », les Entrepreneurs ont l'obligation légale de présenter des attestations d'assurances décennales spécifiques au chantier détaillant la destination de l'ouvrage, sa valeur, la valeur du lot réalisé, le détail des garanties de la police d'assurance et la conformité des activités assurées avec celles réalisées sur le chantier:

Ces attestations d'assurances doivent couvrir :

- a) Le risque d'effondrement et/ou menace d'effondrement avant réception
- b) La responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792.1, 1792.2, et 2270 du Code Civil), selon les dispositions conformes à la LOI n° 7012 du 04 janvier 1978, à l'arrêté du 30 décembre 1982 et de l'ordonnance n° 2005-658 du 8 juin 2005.
- c) La garantie de bon fonctionnement minimal de 2 ans des éléments d'équipements au sens de l'article 1792.3 du Code Civil
- d) Les dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant des alinéas a), b) et c) ci-dessus
- e) avec extension aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction (dans le cas d'opération de travaux sur existants).

Les fabricants soumis à la Loi n° 7812 du 04 janvier 1978 doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une police d'assurance de responsabilité couvrant leur responsabilité, en vertu de l'article 1792.4 du Code Civil

Les garanties obligatoires devront être acquises, par capitalisation, à hauteur d'un plafond minimum correspondant au Coût de construction de l'ouvrage objet du Contrat (y compris honoraires y afférents)

Applicable aux travaux de l'article 243.1.1 du Code des Assurances

Les Entrepreneurs ont l'obligation contractuelle de présenter pour ces travaux des attestations d'assurances décennales spécifiques dans les mêmes conditions que pour les travaux de « CONSTRUCTION ».

Ce contrat doit garantir le paiement des travaux de réparation de la construction à laquelle L'Entrepreneur a contribué, lorsque sa responsabilité est engagée sur le fondement des articles 1792, 1792-4 et 2270 du Code Civil, à propos de travaux de génie civil.

Les garanties devront être acquises à compter d'un plafond compatible avec le coût des responsabilités et engagements des Entrepreneurs et le coût de construction de l'ouvrage.

L'Entrepreneur s'engage à maintenir ce contrat pendant une période de 10 ans ou à défaut à souscrire des garanties subséquentes.

14.2- Assurances souscrites par le Client

14.2.1- Assurance "Tous Risques Chantier" - (T.R.C.)

Le Client souscrira à ses frais sur les ouvrages tant pour son propre compte que pour le compte de l'ensemble des intervenants à la construction, auprès d'une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, une police d'assurance de type Tous Risques Chantier (TRC) destinée à garantir, sous réserves des exclusions spécifiques,

les dommages matériels de nature accidentelle, imprévisible et aléatoire (y compris incendie, explosion) causés aux biens objet du Contrat.

Cette police sera souscrite, le cas échéant, pour toute la durée du chantier, y compris les phases d'essais et de marche probatoire, jusqu'à la date de réception des ouvrages prévue dans le présent Contrat.

Le Client pourra souscrire une garantie optionnelle destinée à couvrir, après étude, ses pertes financières consécutives à un dommage matériel garanti.

Il est précisé que toute prolongation du chantier au-delà de la date prévisionnelle de Réception des ouvrages fixée au présent Contrat doit faire l'objet d'un accord préalable des assureurs. Les assureurs peuvent décider selon la situation technique du risque de proroger leur garantie moyennant une surprime spécifique ou de résilier leur garantie en cas d'aggravation du risque initial.

En cas de nécessité de prolongation de la durée des Travaux au-delà de la date prévisionnelle de Réception, le Client fera ses meilleurs efforts pour obtenir une prolongation des garanties.

ARTICLE 15 - GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT ET GARANTIE BIENNALE DES ÉQUIPEMENTS

15.1- Engagement de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur s'engage à garantir le réseau contre tous désordres de quelque nature que ce soit, affectant le fonctionnement du réseau ou l'un quelconque de ses éléments, matériaux ou équipements, en particulier tous désordres liés à une usure anormale ou à un mauvais fonctionnement du réseau ou de l'un quelconque de ses éléments, matériaux ou équipements pendant une durée égale 1 ans à compter de la date de Réception du réseau.

L'usure anormale d'un équipement, matériau ou élément du réseau sera notamment appréciée sur la base du programme d'entretien et de maintenance du réseau et de ses équipements établi par L'Entrepreneur, sauf dans les cas où ledit désordre résulterait d'une maintenance ou d'une exploitation du réseau ou de l'un quelconque de ses éléments, matériaux ou équipements non conformes aux stipulations des manuels d'exploitation et de maintenance remis par L'Entrepreneur à la date de Réception.

L'Entrepreneur ne sera pas tenu à garantie en cas d'usure normale, interventions, modifications ou adjonctions effectuées par le Client ou un tiers, défauts ou dégradations causées par la faute ou négligence du Client ou d'un tiers, non-respect des règles d'installation, d'utilisation, d'entretien ou d'environnement et ne sera pas tenue d'effectuer les travaux d'entretien normaux.

Toutes réclamations par le Client au titre de la Garantie Post-Réception devront être effectuées par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le dernier jour du délai de garantie applicable en vertu du présent Article, la date de l'accusé de réception faisant foi.

En cas de désordres constatés par le Client, L'Entrepreneur sera présent sur le site dans un délai de 24 (vingt quatre heures) heures maximum après appel du Client pour évaluer les mesures correctives à prendre.

15.2- Prorogation du délai de la Garantie Post-Réception

- (i) Si, au cours du délai visé à l'Article 15-1 ci-dessus, un élément, matériau, matériel ou équipement du réseau se révèle indisponible, à une ou plusieurs reprises, à la suite d'incidents couverts par la Garantie Post-Réception, le délai de garantie stipulé à l'Article 15-1 ci-dessus relatif à cet élément, matériau, matériel ou équipement rendu indisponible sera prorogé de la durée de la (des) période(s) d'indisponibilité de cet élément, matériau, matériel ou équipement. Toutefois, si cette indisponibilité affecte de manière substantielle l'exploitation du réseau, le délai de la Garantie Post-Réception sera prorogé pour l'ensemble du réseau, éléments, matériaux, matériels ou équipements.
- (ii) Si, au cours du délai visé à l'Article 15-1 ci-dessus, il est nécessaire de procéder au remplacement d'un élément du réseau ou d'un élément, matériau, matériel ou équipement du réseau pour cause d'usure anormale, de rupture ou de vice de fonctionnement, cette remise en état entraînant ou n'entraînant pas une indisponibilité de l'élément, matériau, matériel ou équipement concerné, le délai de garantie stipulé à l'Article 15-1 ne courra pour l'élément, matériau, matériel ou équipement du réseau concerné qu'à compter de la mise en service par L'Entrepreneur des pièces de remplacement.

15.3- Travaux à réaliser

- (i) En cas de défaillance du réseau au titre de l'une quelconque des garanties stipulées à l'Article 15-1 ci-dessus, L'Entrepreneur :
- (a) exécutera toute réparation, modification, mise au point ou réglage nécessaires pour satisfaire aux stipulations du Contrat ;
 - (b) remplacera tout équipement ou matériel du réseau devenu défectueux, ou dont l'apparence, le fonctionnement ou la structure indiquent de manière évidente que l'équipement ou le matériel concerné est sur le point de ne plus remplir sa fonction ; En toute hypothèse, ledit équipement sera conservé par les Parties.
 - (c) si le défaut constaté provient d'une erreur d'étude ou de construction, remplacera ou modifiera dans les autres équipements ou matériels du réseau toutes les pièces identiques et présentant, compte tenu de leur utilisation propre, le même défaut de conception ou de construction, même si elles n'ont donné lieu à aucun incident ;
 - (d) effectuera toutes autres opérations nécessaires à la satisfaction des engagements souscrits aux termes de l'Article 15-1 ci-dessus.
- (i) L'Entrepreneur supportera tous les frais et honoraires occasionnés par les opérations visées au paragraphe (i) ci-dessus, y compris les frais de transport entre les ateliers de construction ou de réparation et le lieu de montage, les frais de démontage et de remontage ainsi que les frais liés aux réparations provisoires éventuellement nécessaires pour assurer un fonctionnement de le réseau conformément aux stipulations du Contrat.
- (ii) Les Travaux incombant à l'Entrepreneur aux termes du paragraphe (i) ci-dessus devront être exécutés dans les plus brefs délais d'intervention en tenant compte des exigences liées à l'exploitation du réseau par le Client. Dans les cas où :
- (a) les désordres constatés présentent un risque grave pour la sécurité des personnes et des équipements du réseau ; ou
 - (b) les désordres constatés risquent d'avoir des conséquences graves sur le fonctionnement du réseau,
- © et le Client a la capacité d'intervenir plus rapidement que L'Entrepreneur,

Le Client pourra procéder lui-même aux travaux de réparation ou de remplacement nécessaire après en avoir informé préalablement par tous moyens L'Entrepreneur. L'Entrepreneur indemniser le Client des frais afférents à de tels travaux.

ARTICLE 16 - RÉSILIATION

16.1- Résiliation pour faute de l'Entrepreneur

Le Client considère notamment les cas suivants comme défaillance contractuelle pouvant entraîner de plein droit la résiliation du présent Contrat:

- fraude ou abandon du chantier ;
- refus d'obtempérer aux injonctions du Client ;
- tout manquement grave à l'une ou l'autre des clauses stipulées au présent Contrat ;
- un retard grave dans l'exécution des travaux.

La défaillance contractuelle dûment établie de l'Entrepreneur, le Client envoie une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette mise en demeure comporte :

- l'indication des manquements auxquels il doit être mis fin,
- la référence aux dispositions du présent article,

● éventuellement, les dispositions qui doivent être mises en œuvre par L'Entrepreneur

Lorsque la mise en demeure est restée infructueuse à l'expiration d'un délai de quinze jours, le Client peut résilier de plein droit le Contrat dans sa totalité ou pour les seules obligations dont la carence de l'Entrepreneur est établie.

Le Client notifie à l'Entrepreneur par lettre recommandée avec accusé de réception, la décision de résiliation et la date à laquelle il sera procédé à un constat contradictoire d'état des lieux et d'avancement des travaux. En l'absence d'un représentant de l'Entrepreneur, le constat d'état des lieux et d'avancement de travaux est réputé contradictoire et opposable à l'Entrepreneur.

Cette résiliation s'effectue sans préjudice de la mise à la charge de l'Entrepreneur de tous les coûts, retards et conséquences dommageables dus à sa défaillance ou de celle d'un de ses sous traitants.

En cas de résiliation complète ou partielle du Contrat, le Client peut procéder au remplacement de l'Entrepreneur.

Les matériaux en usine et sur chantier affectés à l'objet du Contrat, et non encore propriété du Client, deviennent, si celui-ci en fait la demande, sa propriété, à charge pour lui d'en intégrer le droit à paiement dans le cadre du décompte définitif.

16.2- Redressement ou liquidation judiciaire de l'Entrepreneur

En cas de redressement judiciaire de l'Entrepreneur, le Client dès qu'il a connaissance de cette procédure, met en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception celui qui dispose du droit d'exiger l'exécution des contrats en cours de lui faire connaître dans un délai d'un mois (sauf délai différent imparti par le juge-commissaire) s'il entend exiger la poursuite de l'exécution du présent Contrat.

Le présent Contrat est résilié si l'administrateur (ou le débiteur autorisé par le juge-commissaire) a exprimé la volonté de ne pas poursuivre l'exécution ou n'a pas pris parti dans le délai légal ou imparti par le juge-commissaire.

En cas de liquidation judiciaire de l'Entrepreneur, l'administrateur ou à défaut le liquidateur, a la faculté d'exiger l'exécution du Contrat en cours dans les mêmes conditions qu'en cas de redressement judiciaire.

En cas de résiliation, il est établi contradictoirement un état des travaux exécutés par L'Entrepreneur défaillant, de ses approvisionnements, installations et matériels, des acomptes payés et des conséquences de sa défaillance dont il restera contractuellement responsable envers l'entrepreneur principal.

16.3- Effets de résiliation

En cas résiliation du présent Contrat, L'Entrepreneur disposera d'un délai de 7 (sept) jours à compter de la notification pour évacuer son matériel et ses installations du terrain, à moins que les parties ne conviennent expressément d'un délai différent.

L'Entrepreneur supporte tous les coûts, retards, conséquences dommageables dus à la défaillance de celle-ci ou de l'un des sous traitants, et à leur remplacement.

ARTICLE 17 - REGLEMENT DES CONTESTATIONS

En cas de litige et à défaut de règlement amiable, la partie la plus diligente saisira l'instance ci-dessous :

Tribunal judiciaire
5, Place André Mignot
78011 VERSAILLES

ARTICLE 18 - PORTÉE DU CONTRAT

Le présent Contrat traduit l'ensemble des engagements pris par les parties contractantes. Il annule et remplace tout accord écrit ou verbal antérieur à sa signature, ainsi que toute proposition ou offre de contracter émanant de l'une ou de l'autre des parties.

Aucune des parties ne pourra être tenue à autre chose que ce qui a été expressément convenu par le présent Contrat qui a été signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

ARTICLE 19 - AVENANT

Toute modification quelconque des présentes devra nécessairement faire l'objet d'un accord écrit, signé des personnes dûment habilitées à cet effet par chaque cocontractant.

ARTICLE 20 - CORRESPONDANCES TECHNIQUES

Pour l'exécution du présent contrat et l'envoi de tous les documents y afférents, les Parties déclarent faire élection de domicile aux adresses suivantes :

LE CLIENT : ECM

L'ENTREPRENEUR : XXX

Fait à Courbevoie, le jj/mm/aaaa
En deux exemplaires originaux

Le Client¹

L'Entrepreneur¹

¹ Faire précéder la signature de la mention manuscrite « lu et approuvé » et apposer le cachet de l'entreprise

ANNEXE 1. Le Cahier des clauses Techniques et Particulières daté et signé

ANNEXE 2. Le DPGF complété

ANNEXE 3. Le Cahier des clauses Techniques Générales (travaux génie civil) daté et signé

ANNEXE 4. Le Cahier des clauses Techniques Générales (Fourniture et pose des canalisations préisolées et des accessoires) daté et signé

ANNEXE 5. Calendrier de réalisation du lot

ANNEXE 6. Les plans de synthèse des retours de DT (Déclaration de projet de Travaux), plans des tracés et profils en long, et le document DT-CR Marquage Piquetage daté et signé

ANNEXE 7. Le PGCSPS

ANNEXE 8. Les questions aux soutenances avec les réponses de l'attributaire daté et signé

ANNEXE 9. Les Attestations d'assurance de l'Entrepreneur en cours de validité

ANNEXE 10. Les règlements de voirie et d'assainissement

ANNEXE 11. Les plans de principe des purges et vidanges

ANNEXE 12. Les mémoires techniques des sociétés du groupement

ANNEXE 13. La charte Santé et Sécurité

ANNEXE 14. La charte de Développement Durable

ANNEXE 15. La charte éthique